

Francia-Rouen: Trasporti marittimi
OJ S 25/2022 04/02/2022
Bando di concessione
Servizi

Base giuridica:
Direttiva 2014/23/UE

Sezione I: Amministrazione aggiudicatrice/ente aggiudicatore

I.1. Denominazione e indirizzi

Denominazione ufficiale: syndicat Mixte Transmanche
Numero di identificazione nazionale: 25760457900017
Indirizzo postale: hôtel du Département , Quai Jean Moulin
Città: Rouen
Codice NUTS: FRD22 Seine-Maritime
Codice postale: 76101
Paese: Francia
E-mail: smpat@seinemaritime.fr
Tel.: +33 235156902

Indirizzi Internet:

Indirizzo principale: <https://www.mpe76.fr/>
Indirizzo del profilo di committente: <https://www.mpe76.fr/>

I.3. Comunicazione

I documenti di gara sono disponibili per un accesso gratuito, illimitato e diretto presso:
<https://www.mpe76.fr/>
Ulteriori informazioni sono disponibili presso l'indirizzo sopraindicato
Le candidature o, se del caso, le offerte devono essere inviate in versione elettronica:
<https://www.mpe76.fr/>

I.4. Tipo di amministrazione aggiudicatrice

Organismo di diritto pubblico

I.5. Principali settori di attività

Servizi generali delle amministrazioni pubbliche

Sezione II: Oggetto

II.1. Entità dell'appalto

II.1.1. Denominazione

délégation de service public (concession de services) relative à l'exploitation de la liaison maritime entre Dieppe (France) et Newhaven (Royaume-Uni) pour le fret et les passagers (Ropax)
Numero di riferimento: R2022-01t

II.1.2. Codice CPV principale

60640000 Trasporti marittimi

II.1.3.

Tipo di appalto

Servizi

II.1.4. Breve descrizione

la concession a pour objet de confier à un opérateur l'exploitation du service public de transport par navires Ropax (fret et passagers) entre Dieppe et Newhaven. Le service minimum demandé consiste à assurer 3 rotations/jour, du 1er mai au 30 septembre, et 2 rotations/jour du 1er octobre au 30 avril, soit environ 1690 traversées/an. Le délégataire devra assurer, à ses risques et périls, l'exploitation commerciale, technique et opérationnelle de la ligne et des deux navires (armement, entretien, maintenance et investissements) ainsi que le développement commercial de l'activité. Outre l'offre de base susvisée (environ 1690 traversées/an), les candidats proposeront également des offres supplémentaires (options) décrites au sein du dossier de consultation des entreprises remis lors de la phase offre, et pourront proposer des variantes. Les candidats peuvent obtenir plus d'informations sur le service en téléchargeant un dossier d'information disponible sur "<http://www.mpe76.fr>";

II.1.5. Valore totale stimato

Valore, IVA esclusa: 224 000 000,00 EUR

II.1.6. Informazioni relative ai lotti

Questa concessione è suddivisa in lotti: no

II.2. Descrizione

II.2.2. Codici CPV supplementari

34512000 Navi e natanti simili per trasporto passeggeri o merci, 50240000 Riparazione, manutenzione e servizi affini relativi alle navi ed altre attrezzature, 63726400 Servizi di affitto di navi

II.2.3. Luogo di esecuzione

Codice NUTS: FRD22 Seine-Maritime

II.2.4. Descrizione dell'appalto

la concession a pour objet de confier à un opérateur l'exploitation du service public de transport par navires Ropax (fret et passagers) entre Dieppe et Newhaven. Le service minimum demandé consiste à assurer 3 rotations/jour, du 1er mai au 30 septembre, et 2 rotations/jour du 1er octobre au 30 avril, soit environ 1690 traversées/an. Le délégataire devra assurer, à ses risques et périls, l'exploitation commerciale, technique et opérationnelle de la ligne et des deux navires (armement, entretien, maintenance et investissements) ainsi que le développement commercial de l'activité. Outre l'offre de base susvisée (environ 1690 traversées/an), les candidats proposeront également des offres supplémentaires (options) décrites au sein du dossier de consultation des entreprises remis lors de la phase offre, et pourront proposer des variantes. Les candidats peuvent obtenir plus d'informations sur le service en téléchargeant un dossier d'information disponible sur "<http://www.mpe76.fr>";

II.2.5. Criteri di aggiudicazione

La concessione è aggiudicata in base a criteri indicati nel capitolato d'onere

II.2.6. Valore stimato

Valore, IVA esclusa: 224 000 000,00 EUR

II.2.7. Durata della concessione

Durata in mesi: 60

II.2.13. Informazioni relative ai fondi dell'Unione europea

L'appalto è connesso ad un progetto e/o programma finanziato da fondi dell'Unione europea:
no

II.2.14. Informazioni complementari

Sezione III: Informazioni di carattere giuridico, economico, finanziario e tecnico

III.1. Condizioni di partecipazione

III.1.1. Abilitazione all'esercizio dell'attività professionale, inclusi i requisiti relativi all'iscrizione nell'albo professionale o nel registro commerciale

Elenco e breve descrizione delle condizioni, indicazione della documentazione e delle informazioni necessarie:

-lettre de candidature présentant le candidat ou chaque membre du groupement de candidat, de type Dc1 ou équivalent, accompagnée du pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat et, en cas de groupement d'opérateurs économiques, du pouvoir donné au mandataire par les cotraitants pour la présentation du dossier de candidature. En cas de groupement de candidats, la lettre de candidature indiquera la composition du groupement, la forme du groupement ainsi que le nom de l'entreprise mandataire. Cette lettre de candidature est accompagnée de la preuve que la (les) personne(s) qui en est (sont) la signataire(s) dispose(nt) de pouvoirs à cet effet.-une déclaration sur l'honneur attestant (selon modèle Dc1) :1° Qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-14 du Code de la commande publique ;2° Que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles L. 3123-18, L. 3123-19 et L. 3123-21 du Code de la commande publique et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 3123-8 du Code de la commande publique, sont exacts ;- une attestation sur l'honneur, datée et signée, certifiant le respect par le candidat de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 et suivants du Code du travail ;-Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code du travail (pour les candidats établis en France) ou les pièces mentionnées à l'article D. 8222-7 du même code (pour les candidats établis à l'étranger).-les certificats établis justifiant du respect des obligations prévues à l'article L. 3123-2 du code de la commande publique. Le candidat produit les certificats et attestations délivrés dans les conditions et par les organismes mentionnés par l'arrêté du 22.3.2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ; En cas de candidature émanant d'une société appartenant à un groupe d'entreprises soumis au régime de l'intégration fiscale et/ou de consolidation du paiement de la Tva, le candidat fournira également les attestations visées ci-avant pour sa société mère.-un justificatif datant de moins de 3 mois de l'inscription au registre du commerce (extrait Kbis) de la ou des société(s) candidate(s). Pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises. Les candidats étrangers devront produire des documents équivalents.Le candidat pourra recourir aux formulaires européens. Les certificats délivrés dans une langue étrangère doivent faire l'objet d'une traduction assermentée en langue française.Les formulaires Dc1 et Dc2 peuvent être utilisés, ils sont disponibles sur : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.Le candidat qui, pour une raison justifiée (structure en cours de constitution ou

nouvellement créée, candidat étranger, etc...) ne serait pas en mesure de fournir les justifications requises du présent avis est admis à présenter tout document équivalent à ceux dont la production est demandée

III.1.2. Capacità economica e finanziaria

Elenco e breve descrizione dei criteri di selezione, indicazione della documentazione e delle informazioni necessarie:

-Chiffre d'affaires (Ca) annuel global sur les trois derniers exercices en précisant la part correspondant au domaine d'activité objet de la concession (activités ferries passagers et/ou fret, en mentionnant le détail du Ca passager, fret, Ropax, ship management?) ou, le cas échéant, justificatifs attestant de la création récente de l'entreprise ; -Bilans ou extraits de bilans et comptes de résultats et ses annexes approuvés des trois derniers exercices connus, faisant apparaître le niveau d'endettement et de trésorerie de la société candidate et, le cas échéant, les rapports des commissaires aux comptes et liasses fiscales des trois derniers exercices connus ; -Décomposition détaillée du capital social et/ou actionnariat de chaque candidat et plus généralement tout élément utile à l'appréciation de la solidité financière du candidat (par exemple : déclarations appropriées des actionnaires, banques, garants, tiers financeurs etc.) ; -Attestations d'assurances responsabilité civile et professionnelle pour l'activité faisant l'objet de la concession de service public, précisant les caractéristiques générales des garanties souscrites (exclusions, limites, plafonds, montants) et toutes autres garanties souscrites ; Le candidat qui, pour une raison justifiée (structure en cours de constitution ou nouvellement créée, candidat étranger, etc...) ne serait pas en mesure de fournir les justifications requises du présent avis est admis à présenter tout document équivalent à ceux dont la production est demandée et à prouver ses capacités économiques et financières par tout moyen approprié

III.1.3. Capacità professionale e tecnica

Elenco e breve descrizione dei criteri di selezione, indicazione della documentazione e delle informazioni necessarie:

-lettre de motivation présentant l'opérateur candidat, sa structure juridique, son organigramme, ses compétences et activités, ses moyens en personnel et en matériel dans le domaine concerné par la délégation, et exposant les conditions générales dans lesquelles le candidat envisage l'exécution du service, au regard notamment de la continuité du service public de transport maritime, des missions qui seront mises à la charge du délégataire telles que rappelées ci-dessus, et de l'égalité des usagers devant le service public ; -liste des références de l'opérateur dans le secteur du transport maritime de passagers et de fret, de ship management ou d'exploitation de Ropax, précisant les caractéristiques des navires opérés, et le cas échéant les références sur le marché des traversées de la Manche ; - liste des références en matière de commercialisation de services de transport maritime et de développement commercial de liaisons maritimes (fret et/ou passagers) ; -Le certificat Document of Compliance (" Doc "), établi par l'autorité du pavillon d'un navire exploité par le candidat, attestant qu'il est en conformité avec les exigences du code Ism. -L'Attestation MLC 2006, établie par l'autorité du pavillon d'un navire exploité par le candidat, indiquant qu'il respecte la convention maritime du travail. -le cas échéant liste de référence en matière de marché public, de concession de services publics, ou de contrats avec des personnes morales de droit public .Le candidat qui, pour une raison justifiée (structure en cours de constitution ou nouvellement créée, candidat étranger, etc...) ne serait pas en mesure de fournir les justifications requises du présent avis est admis à présenter tout document équivalent à ceux dont la production est demandée et à prouver ses capacités professionnelles et techniques par tout moyen approprié

III.2. Condizioni relative alla concessione

III.2.2. Condizioni di esecuzione della concessione

le Syndicat Transmanche (Smpat) mettra à disposition 2 navires Ropax dont il est propriétaire moyennant le versement par le délégataire d'une redevance d'affrètement coque nue. Le délégataire tirera ses revenus sur le résultat d'exploitation du service. Il encaissera les redevances versées par les usagers et clients (passagers et fret) en conformité avec la grille tarifaire approuvée par le Smpat. La prise en charge des coûts des "Soutes de carburant" incombera intégralement au délégant dans des limites de consommations fixées au contrat (paiement par le délégataire et remboursement par le délégant sur factures dans la limite du plafond fixé). Le délégataire pourra percevoir une compensation financière de la part du Smpat en contrepartie des obligations de service public mises à sa charge par le Smpat et de l'équilibre économique général de la ligne. Une clause d'intéressement du Smpat sera intégrée dans le contrat, basée sur le résultat et/ou le chiffre d'affaires

Sezione IV: Procedura

IV.2. Informazioni di carattere amministrativo

IV.2.2. Termine per la presentazione delle domande di partecipazione o per la ricezione delle offerte

Data: 15/03/2022 Ora locale: 12:00

IV.2.4. Lingue utilizzabili per la presentazione delle offerte o delle domande di partecipazione

Francese

Sezione VI: Altre informazioni

VI.1. Informazioni relative alla rinnovabilità

Si tratta di un appalto rinnovabile: no

VI.3. Informazioni complementari

les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <https://www.mpe76.fr/> -Les candidatures doivent impérativement être remises par voie dématérialisée (<http://www.mpe76.fr>) et en langue française. La procédure de mise en concurrence est passée en application des articles L.3120-1 et suivants du Code de la commande publique et des articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales. La présente consultation est un appel à candidatures. Tout candidat souhaitant déposer sa candidature peut obtenir un dossier d'information plus complet sur la présente concession sur le site "<http://www.mpe76.fr>". Ce dossier d'information contient notamment les données principales de la délégation de service public en cours d'exécution qui prendra fin au 31 décembre 2022, un descriptif des caractéristiques de la délégation de service public envisagée (forme contractuelle, consistance du service, moyens mis à disposition, éléments financiers) et les caractéristiques des navires. La procédure se déroulera en deux phases distinctes :- une phase candidature à l'issue de laquelle le SMPAT agréera les candidats admis à présenter une offre ;- puis une phase offre à l'issue de laquelle le SMPAT choisira le délégataire. Les candidatures seront classées et sélectionnées par application des critères suivants :-capacités économiques et financières ;- capacités techniques et professionnelles ;- aptitude des candidats à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public ;-le respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du Code du

travail. Chaque candidature, après éventuelles demandes de régularisation en cas d'incomplétude, sera appréciée au regard du dossier de candidature transmis et des critères ci-dessus. Seuls les 4 candidats les mieux placés à l'issue de cette analyse seront agréés et en conséquence seront admis à recevoir le Dossier de Consultation des Entreprises (Dce) et à déposer une offre. En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces de candidatures devra être fourni pour chaque entreprise du groupement à l'exception de la lettre de candidature. Le candidat peut présenter une offre soit en qualité de candidat individuel, soit en qualité de membre d'un groupement d'opérateurs économiques au sens de l'article R3123-9 et suivants du Code de la commande publique. Il ne peut donc pas cumuler les deux qualités. Les critères d'attribution de la concession de service public seront précisés dans les documents de la consultation (Dce). Le SMPAT pourra engager librement toutes discussions et négociations utiles avec une ou des entreprises ayant présenté une offre, dans le respect de la réglementation applicable et de l'égalité de traitement des candidats, et réduire progressivement le nombre de candidats jusqu'à désignation du lauréat en application des critères de jugement des offres. Le SMPAT se réserve le droit d'exiger, lors de l'attribution du contrat :-la solidarité entre les membres du groupement ;-la constitution d'une société dédiée à l'exécution du contrat, société de droit français ayant son siège social en France mais qui pourra être autorisée à mutualiser ses moyens avec d'autres services du délégataire

VI.4. Procedure di ricorso

VI.4.1. Organismo responsabile delle procedure di ricorso

Denominazione ufficiale: tribunal administratif de Rouen

Indirizzo postale: 53 avenue Gustave Flaubert

Città: Rouen

Codice postale: 76000

Paese: Francia

E-mail: greffe.ta-rouen@juradm.fr

Tel.: +33 235583500

Fax: +33 235583503

Indirizzo Internet: <http://rouen.tribunal-administratif.fr/>

VI.4.2. Organismo responsabile delle procedure di mediazione

Denominazione ufficiale: tribunal administratif de Rouen

Indirizzo postale: 53 avenue Gustave Flaubert

Città: Rouen

Codice postale: 76000

Paese: Francia

E-mail: greffe.ta-rouen@juradm.fr

Tel.: +33 235583500

Fax: +33 235583503

VI.4.3. Procedure di ricorso

Informazioni dettagliate sui termini di presentazione dei ricorsi:

-un recours en référé précontractuel avant la signature du marché, par application des articles L.551-1 à L.551-12 du Code de Justice Administrative (Cja),-Un référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du Cja, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du Cja.-Un recours en contestation de la validité du contrat vous est ouvert, devant le même tribunal, dans les deux mois qui suivent la publication de l'avis d'attribution du marché. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible à l'adresse internet www.telerecours.fr

VI.5. Data di spedizione del presente avviso
31/01/2022